

Mettre fin à l'anonymat des entreprises – la clé pour combattre la corruption

La transparence des informations sur la propriété réelle peut contribuer à consolider le climat des investissements, à réduire les risques de réputation et financiers, à prévenir la corruption et les flux financiers illicites, à renforcer la confiance et la redevabilité et à améliorer la collecte des revenus.

Ressources naturelles

Les projets pétroliers, gaziers et miniers peuvent générer d'énormes profits, tant pour les entreprises extractives que pour les gouvernements. Toutefois, du fait du détournement de certains actifs extractifs, les personnes qui vivent dans des pays riches en ressources risquent d'en sortir perdantes. L'utilisation d'entreprises anonymes exacerbe les effets de la malédiction des ressources, lorsque les pays qui disposent de ressources pétrolières, gazières et minérales abondantes sont économiquement plus pauvres que les pays qui en ont moins.

Entreprises

Des millions d'entreprises sont établies chaque année dans le monde entier. Mais parfois, l'identité des véritables propriétaires – les « propriétaires réels » – des entreprises qui ont obtenu des droits d'extraction de pétrole, de gaz et de minerais est inconnue, dissimulée par une chaîne de personnes morales dépourvues de responsabilité. Les sociétés anonymes rendent plus difficile la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption, car elles permettent aux malfaiteurs de se cacher derrière une chaîne de sociétés souvent enregistrées dans plusieurs juridictions.

La propriété anonyme pose des problèmes aux autres entreprises qui ne savent pas avec qui elles font affaire. La publication de l'identité des véritables propriétaires contribuera à s'assurer que toutes les entreprises sont sur un pied d'égalité.

Services publics

Il a été estimé que les pays en développement perdent 1 000 milliards de dollars US chaque année à la suite de transactions frauduleuses ou illégales, dont beaucoup concernent des sociétés anonymes. En 2013, l'Africa Progress Panel a laissé entendre que la République démocratique du Congo (RDC) avait perdu 1,36 milliard de dollars US entre 2010 et 2012 du fait de cinq transactions minières dissimulées derrière une structure complexe et une propriété d'entreprise secrète. Ce chiffre représente presque le double du budget total annuel du pays pour la santé et l'éducation en 2012.

Délocalisation

Les Panama Papers confirment la forte probabilité que des personnes à l'origine de l'extraction de pétrole, de gaz et de minerais se dissimulent derrière des sociétés fictives offshore. L'attention accordée aux solutions permettant d'empêcher la dissimulation d'argent dans des lieux comme le Panama est la bienvenue. Mais, à elle seule, elle ne permettra pas de mettre fin au secret financier qui facilite l'évasion fiscale et la corruption. Elle doit s'assortir de règles et de mesures de répression plus efficaces dans les pays où l'argent est généré en premier lieu, ce qui explique pourquoi les nouvelles exigences de l'ITIE en matière de propriété réelle sont si importantes. La publication d'informations sur la propriété réelle peut prévenir les flux financiers illicites et réduire les risques de blanchiment d'argent et de corruption.

L'ITIE

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives a contribué de façon significative à améliorer la gouvernance du secteur extractif aux niveaux national et mondial. Les débats sur la transparence dans le secteur sont très différents de ceux d'il y a dix ans, et l'ITIE est considérée comme étant à l'avant-garde de nombreux débats inédits, y compris sur la propriété réelle, le commerce des matières premières et l'exploitation minière artisanale et à petite échelle.

En février 2016, les 51 membres de l'ITIE ont convenu de nouvelles règles, obligeant toutes les entreprises pétrolières, gazières et minières opérant dans leurs pays à divulguer l'identité de leurs propriétaires réels à compter de 2020. Le gouvernement doit également publier ces données, de préférence dans des registres sur la propriété réelle. L'ITIE aide les pays à réformer leurs structures juridiques et institutionnelles en préparation de cette divulgation.

Personnes politiquement exposées

La Norme ITIE 2016 exige que les personnes politiquement exposées soient transparentes quant à leur participation dans les entreprises pétrolières, gazières et minières. La raison en est que les propriétaires de certaines entreprises pourraient utiliser leurs relations politiques pour obtenir un accès favorable à des projets extractifs lucratifs. La publication de l'identité des personnes qui obtiennent le droit d'exploiter des ressources contribue à prévenir les conflits d'intérêts.

Registre sur la propriété réelle

20 pays de l'ITIE ont décidé de créer des registres publics sur la propriété réelle. Cette initiative est la bienvenue et doit être soutenue par les agents de la force publique, la société civile et d'autres personnes chargées de contrôler les informations et de prendre des mesures pour demander des comptes aux personnes qui utilisent des entreprises anonymes de façon frauduleuse. L'ITIE aide les pays à établir des registres sur la propriété réelle. Une fois ces derniers renseignés, les informations sur les structures des entreprises et de leurs sociétés mères ou filiales permettront aux autorités fiscales de mieux déterminer les transactions qui sont imposables.

Découvrez comment les pays de l'ITIE envisagent de divulguer l'identité des propriétaires réels des entreprises pétrolières, gazières et minières:
<https://eiti.org/fr/propriete-reelle>

